

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 MARS 1914.

Projet de loi apportant des modifications aux lois du 26 juin 1899 et du 5 juillet 1909 réorganisant le personnel des services administratifs, du service de santé et du service vétérinaire et édictant de nouvelles règles pour la détermination par assimilation des grades des chefs de musique et de l'inspecteur des musiques de l'armée (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PIRMEZ.

MESSIEURS,

Le projet qui est soumis à vos délibérations a pour but de modifier la loi du 26 juin 1899 portant notamment statut du personnel du service de santé et du service vétérinaire de l'armée et d'abroger celle du 5 juillet 1909 fixant à nouveau la composition de ce personnel.

Mais la loi du 26 juin 1899, dans son article premier, règle aussi la composition du personnel, assimilé aux officiers, de certains services auxiliaires.

Par suite de la réorganisation de l'armée, consécutive à la mise en vigueur de la nouvelle loi de milice, et la promulgation de la loi du 30 août 1913 sur l'extension du cadre des officiers et assimilés, la composition du personnel officiers des services administratifs et comptables du matériel de l'artillerie est devenue caduque.

A la rigueur, il ne faudrait pas légiférer pour arrêter la nouvelle composition de ces cadres, car la loi du 30 août 1913 n'indique plus que globalement le nombre de fonctionnaires assimilés au grade d'officier.

Mais le Gouvernement a préféré mettre à profit le fait que la loi du 26 juin 1899 était soumise à révision pour déterminer légalement des chiffres organiques au sujet desquels il a d'ailleurs dès maintenant tous ses apaisements.

La réorganisation du cadre des officiers du service de santé et du service

(1) Projet de loi, n° 173.

(2) La Commission était composée de MM. Nerinx, président, du Bus de Warnaffe, Gielen, Mechelynck, Pirmez, Troclet et Van Cauwenbergh.

vétérinaire, qui fait l'objet principal du projet de loi, était réclamée depuis de longues années. L'opinion publique, la presse de tous les partis, plusieurs membres de la Chambre et du Sénat ont, à diverses reprises, exprimé le vœu de voir ces auxiliaires indispensables du commandement recevoir enfin les satisfactions auxquelles leurs longues études et leurs services leur donnent droit.

L'honorable rapporteur du budget de la guerre pour 1898 s'exprimait ainsi à ce sujet :

« Le service médical est assurément l'un des plus importants des services auxiliaires de l'armée. Les nations militaires accordent aux médecins les mêmes privilèges qu'aux officiers et leur permettent d'arriver aux plus hauts grades de la hiérarchie militaire. L'Allemagne leur accorde la qualité de combattant, à l'exclusion de tout autre service auxiliaire ».

Le rapporteur de 1898 qui parlait ainsi est actuellement le chef du département de la guerre. La section centrale se réjouit de le voir réaliser aujourd'hui les desiderata qu'il exprimait il y a quinze ans.

La loi du 26 juin 1899 fixait, dans les différents grades et classes de leur grade, la répartition des médecins et des pharmaciens. Il en résultait qu'il fallait une loi pour modifier cette répartition, soit pour des motifs organiques, soit pour des raisons d'avancement.

La loi du 5 juillet 1909 a remédié à cet inconvénient en fixant globalement en deux groupes, suivant le rang d'officier supérieur ou d'officier subalterne, l'effectif des médecins et des pharmaciens. Elle laissait à un arrêté royal le soin de répartir ceux-ci entre les différents grades. L'utilité de cette loi a été mise en évidence en 1912, en permettant, par simple arrêté royal, de pallier aux défauts de l'avancement dans le service de santé, à cette époque.

Le principe qu'elle consacre a donc été maintenu dans la loi actuelle. Toutefois, les chiffres indiqués pour les officiers supérieurs sont des maxima; cette disposition a ses raisons dans des motifs de régularisation de l'avancement.

Le chiffre organique des médecins du temps de paix, était, sous l'empire de la loi de 1909, de 176. Il a été porté à 243 par l'arrêté royal du 11 novembre 1913, pris en exécution de la loi du 30 août 1913. Ce chiffre, nécessité par l'augmentation de l'effectif de l'armée, a été maintenu dans le projet. Le Gouvernement a profité de cette extension importante du cadre médical pour augmenter le nombre des médecins assimilés aux officiers généraux et aux officiers supérieurs. En faisant cette proposition, le Ministre de la Guerre réalise les vœux exprimés par beaucoup de nos collègues. Non seulement cet accroissement du nombre des médecins officiers généraux et supérieurs répond à un sentiment d'équité, mais il relève le prestige et l'autorité morale des médecins et il augmente, d'une façon indirecte, les chances d'un bon recrutement. Faut-il rappeler que les cadres du service de santé sont loin d'être au complet et qu'il manque encore aujourd'hui septante-cinq médecins ?

Le chiffre des médecins assimilés aux officiers généraux et aux officiers

supérieurs a été fixé par comparaison avec les grades correspondants des armes et services, en tenant compte de ce que :

1° En raison de leurs hautes études, de l'importance des services qu'ils rendent et des sacrifices qui leur sont imposés, les médecins doivent, au même titre que leurs camarades des armes, pouvoir aspirer aux plus hauts grades ;

2° Il est équitable de leur assurer un avancement égal à celui des armes comprenant exclusivement des officiers ayant une haute culture scientifique ;

3° Comme le fait justement remarquer M. le Ministre de la Guerre en réponse à une question posée par la section centrale (voir plus loin le texte de la question et de la réponse), il importe, au moment où l'autonomie du service de santé dans les hôpitaux va être réalisée, de donner aux médecins directeurs de ces établissements, un grade en rapport avec l'importance de leurs fonctions et de leur responsabilité ; dans le même ordre d'idées, il est nécessaire que le conseiller technique du chef de corps, dans une matière aussi grave que la santé des troupes, ait l'autorité de l'expérience et du savoir, et, par suite, le grade d'officier supérieur, auquel on n'accède qu'après des épreuves sérieuses ;

4° Enfin, l'organisation du service de santé en temps de paix doit cadrer, quant au personnel, avec l'organisation du temps de guerre, de façon à satisfaire au principe ci-après : tous les chefs de service et, en général, tous les médecins appelés à occuper, en temps de guerre, un poste de quelque importance, doivent être des médecins militaires de carrière et leur rang, en temps de paix, doit correspondre avec le rang qu'exigeront leurs fonctions du temps de guerre.

Ces considérations applicables, surtout aux médecins, n'existent pas au même degré en ce qui concerne le service pharmaceutique et le service vétérinaire ; les chiffres d'officiers supérieurs proposés pour ces services ont été déterminés surtout par le souci d'assurer aux pharmaciens et aux vétérinaires un avancement convenable, en rapport avec les études élevées qu'ils ont faites. Le pourcentage du chiffre des officiers supérieurs dans le service vétérinaire est un peu inférieur à celui des officiers de même rang dans le service pharmaceutique, mais il y a lieu de tenir compte de ce que les vétérinaires sont attachés à des régiments montés et qu'ils sont ainsi assurés de jouir, pendant toute leur carrière, des avantages attachés à cette position.

Dans son exposé des motifs, le Gouvernement justifie le projet de loi non seulement par un sentiment d'équité envers le corps de santé, mais aussi par le désir d'assurer aux troupes tous les soins physiques utiles. La section centrale s'associe à ces sentiments. Aujourd'hui que l'effectif de l'armée est pour ainsi dire doublé, les obligations des officiers de santé se sont notablement accrues. Et si le projet actuel donne au corps médical militaire de légitimes satisfactions, le pays est en droit de soumettre ce corps à une sélection sévère et d'attendre de lui un dévouement que, d'ailleurs, je m'empresse de l'ajouter, le médecin n'a jamais marchandé.

L'arrêté royal du 26 septembre 1913 sur le mode d'avancement dans l'ar-

mée et le rapport au roi consacrent le principe de l'avancement régulier des officiers de toutes les armes et établissent des règles à cet effet. Il était juste et équitable d'appliquer ce principe au service de santé et au service vétérinaire, en régularisant l'avancement des médecins, des pharmaciens et des vétérinaires. C'est ce que dit l'article 5 du projet de loi en stipulant que l'avancement dans ces services sera soumis à des règles analogues à celles qui régissent l'avancement des officiers des armes. Ces règles, qui seront fixées par arrêté royal devront se rapprocher autant que possible de ces dernières.

Dans le but de rendre les conditions d'avancement égales dans les services et dans les armes, le projet supprime l'examen exigé par les lois antérieures pour l'accession aux grades de médecin de régiment de 2^e classe, de pharmacien de 1^{re} classe et de vétérinaire de régiment (assimilés aux capitaines commandants) et reporte cette épreuve au moment de l'accession au grade de major. De cette façon, les médecins, pharmaciens et vétérinaires pourront être nommés commandants quand ils auront les années d'ancienneté voulues dans le grade d'officier.

Enfin, le projet tient compte de la longueur des études médicales, pharmaceutiques et vétérinaires, et, pour compenser l'arrivée tardive des officiers du service de santé et du service vétérinaire au grade d'officier, il prévoit une majoration d'ancienneté de 4 ans pour les médecins, de 3 ans pour les pharmaciens et les vétérinaires, à compter de la date de l'obtention du diplôme de fin d'études. Cette disposition aura, en outre, pour effet de faire regagner le temps perdu à ceux de ces officiers qui ont dû attendre leur nomination de sous-lieutenant pendant 2, 3 et même 4 ans, après avoir terminé leurs études.

Une erreur d'impression s'est glissée dans le libellé de l'article 5, 1^{er} alinéa, *in fine* : les mots « article 5 », doivent être remplacés par les mots « article 5 », mais pour qu'aucune confusion ne soit possible, votre commission propose de dire : « article 5 de la loi du 26 juin 1899 ».

Indication du chiffre de 245 médecins.

20 régiments d'infanterie à 3 médecins	60
1 en plus au 14 ^e de ligne	1
20 groupes d'artillerie de brigade	20
6 régiments de cavalerie divisionnaire à 2 médecins	12
6 — d'artillerie — 3 —	18
1 en plus à la 6 ^e division d'armée	1
6 bataillons du génie divisionnaire	6
Corps de transports divisionnaires	6
6 régiments de cavalerie d'armée à 2 médecins	12
Bataillon cycliste	1
Artillerie à cheval	1
Place forte d'Anvers. Régiment d'artillerie de place	5
— de côte	1
— de siège	4
Régiment du génie	2

Place forte de Liège. Génie de forteresse	1
Place forte de Namur. —	1
Gendarmerie	2
Inspection générale { 1 inspecteur général {	2
{ 1 médecin principal {	
Hôpitaux et infirmeries { Médecins principaux et généraux. 21 (1)	
{ Médecins adjoints	43
{ Médecins spécialistes (ophtalmologie-otalgie-bactériologie-radio-logie - électrothérapie - mécanothérapie).	25
	245

Justification des 43 majors.

20 régiments d'infanterie	20	
12 — de cavalerie	12	
6 — d'artillerie	6	
P. F. A. Régiment d'artillerie de place	1	
— de siège	1	
P. F. N. Artillerie de forteresse	1	(attaché organiquement à l'hôpital de Namur).
P. F. L. —	1	(idem, de Liège).
Gendarmerie	1	

43 chefs de service.

Nota. — Le chiffre de 63 officiers supérieurs, demandé (8 colonels + 12 lieutenants-colonels + 43 majors = 63), représente 25.7 p. c. de l'effectif total des médecins.

En France, cette proportion est plus élevée :

Il existe : 50 colonels + 95 lieutenants-colonels + 370 majors = 515 officiers supérieurs, ce qui, sur un effectif de 1,710 médecins représente 30 p. c.

En *Prusse*, il y a :

21 colonels + 53 lieutenants-colonels + 344 majors = 418 officiers supérieurs, ce qui, sur un effectif de 1,720 médecins environ représente 24.3 p. c. (Pour la Prusse, le chiffre de 1,720 est approximatif : dans l'*Annuaire* de 1911 on compte 1,320 médecins seulement, mais, d'après les journaux, il en manquerait 400 environ.)

★ ★ ★

La loi du 9 mars 1863 fixe à dix années le temps pendant lequel les chefs de musique de l'armée doivent exercer leurs fonctions pour être assimilés

(4) Dix d'entre eux sont en même temps médecins divisionnaires ou médecins de places fortes.

aux sous-lieutenants. Après avoir servi pendant une nouvelle période de dix années dans cette position, ils peuvent être assimilés aux lieutenants.

La période de dix années exigée pour pouvoir assimiler les chefs de musique aux sous-lieutenants est exagérée et peu en rapport avec le but actuellement poursuivi, c'est-à-dire permettre à tous les gradés de l'armée de se créer, dans un délai raisonnable, une situation adéquate à leurs obligations et aux nécessités de la vie.

C'est pourquoi le Gouvernement propose de réduire cette période à six ans.

Par arrêté royal du 11 juin 1913, n° 1093, il a décidé que les émoluments des chefs de musique assimilés aux officiers seraient déterminés d'après les règles établissant les droits au traitement pour les officiers de l'armée.

L'arrêté royal du 3 mars 1912, n° 959, déterminant ces droits au traitement, prescrit en son article 2 : « Après trois ans de bons services dans son grade, le sous-lieutenant est promu au grade de lieutenant. »

Il est à noter que les chefs de musique sont les seuls parmi les officiers et assimilés à ne pas bénéficier de cette disposition ; il est de bonne justice de les assimiler aux lieutenants après trois ans d'assimilation aux sous-lieutenants.

Ces principes admis, il n'est pas possible de limiter à l'assimilation au grade de lieutenant la carrière des chefs de musique.

D'autre part, il serait équitable de leur allouer, au moment où ils quittent les rangs de l'armée, une pension mieux en rapport avec les services qu'ils ont rendus.

Ces deux dernières considérations justifient la proposition de rendre l'assimilation au grade de capitaine accessible aux chefs de musique, et celle de capitaine en premier à l'inspecteur des musiques.

Mais afin de permettre aux chefs de musique, actuellement en fonctions, qui ont longtemps servi dans la cavalerie, en qualité de trompette-major, d'accéder au grade de capitaine, votre commission vous propose de permettre au Gouvernement de nommer capitaines ceux qui comptent au moins vingt-cinq années de bons services dans leur emploi.

* * *

La commission a décidé de poser à M. le Ministre de la Guerre la question suivante :

L'arrêté royal du 26 septembre 1915 sur le mode d'avancement dans l'armée et le rapport au Roi concernant le principe de l'avancement régulier des officiers de toutes les armes, établissent des règles à cet effet. Il semble juste et équitable d'appliquer ce principe également au service de santé dans l'armée en régularisant l'avancement des médecins, des vétérinaires et des pharmaciens, et en accordant notamment au cadre vétérinaire et pharmaceutique la même proportion d'officiers supérieurs qu'au cadre des médecins.

Y a-t-il une raison de donner aux médecins une proportion d'officiers supérieurs plus grande qu'aux vétérinaires et pharmaciens ?

M. le Ministre de la Guerre nous a fait parvenir la réponse ci-dessous :

Où, les médecins font des études plus longues et plus ardues; ils ont une mission plus difficile et une responsabilité plus grande; de plus, leur recrutement est plus difficile.

Le chiffre des officiers supérieurs a été calculé pour les médecins de façon qu'il y ait, à la tête de chaque hôpital un médecin du rang de colonel ou de lieutenant-colonel, et dans chaque corps, un médecin chef de service du rang de major.

Au moment où l'autonomie du service de santé dans les hôpitaux est sur le point d'être réalisée, il importe de donner aux médecins directeurs de ces établissements un grade en rapport avec l'importance de leurs fonctions et l'étendue de leur responsabilité.

Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire que le conseiller technique du chef de corps, dans une matière aussi grave que la santé des troupes, ait l'autorité de l'expérience et du savoir et, par suite, le grade d'officier supérieur, auquel on n'accède qu'après des épreuves sérieuses.

Pareilles considérations n'existent pas au même degré en ce qui concerne le service pharmaceutique et le service vétérinaire; les chiffres d'officiers supérieurs proposés pour ces services ont été déterminés surtout par le souci d'assurer aux pharmaciens et aux vétérinaires un avancement raisonnable et en rapport avec les études élevées qu'ils ont faites.

L'article 3 du projet de loi stipule que, pour ces trois catégories d'officiers, les règles d'avancement seront analogues à celles qui sont appliquées aux officiers des armes. Elles s'en rapprocheront autant que possible.

La Commission a décidé de présenter les trois amendements suivants :

ARTICLE 3.

Une erreur typographique s'est glissée dans le 13^e alinéa de cet article. Au lieu de :

Nul ne peut être vétérinaire principal de 2^e classe, s'il n'a servi au moins quatre ans dans les grades de vétérinaire de 2^e classe et de vétérinaire de régiment, et s'il n'a satisfait à un examen dont le programme est arrêté par le Ministre de la guerre.

Il faut lire :

« Nul ne peut être vétérinaire » principal de 2^e classe, s'il n'a servi » au moins quatre ans dans les

Niemand kan paardenarts principal der 2^e klasse zijn, indien hij niet ten minste vier jaar in de graden van paardenarts der 2^e klasse en van regimentspaardenarts gediend heeft, en indien hij niet voldaan heeft aan een examen waarvan het programma door den Minister van Oorlog vastgesteld wordt.

Te lezen :

« Niemand kan paardenarts principal der 2^e klasse zijn, indien » hij niet ten minste vier jaar in de

» grades de vétérinaire de 1^{re} classe
 » et de vétérinaire de régiment, et
 » s'il n'a satisfait à un examen dont
 » le programme est arrêté par le
 » Ministre de la guerre, »

ARTICLE 5.

Remplacer dans l'article 5, 1^{er} alinéa, *in fine*, les mots : « à l'article 3 », par les mots : « à l'article 5 de la loi du 26 juin 1899 ».

ARTICLE 6.

A l'article 6, intercaler entre les alinéas 3 et 4 le texte suivant :

« Toutefois, les chefs de musique, assimilés aux officiers au moment de la promulgation de la présente loi, peuvent être assimilés aux capitaines après vingt-cinq années de bons services dans l'emploi de chef de musique, et après avoir été assimilés aux lieutenants pendant au moins un an. »

» graden van paardenarts der
 » 1^{ste} klasse en van regimentspaar-
 » denarts gediend heeft, en indien
 » hij niet voldaan heeft aan een
 » examen waarvan het programma
 » door den Minister van Oorlog
 » vastgesteld wordt. »

ARTIKEL 5.

Aan het slot van het 1^{ste} lid van dit artikel, de woorden : « bij artikel 3 » te vervangen door de woorden : « bij artikel 5 der wet van 26 Juni 1899 ».

ARTIKEL 6.

Tusschen het 3^e en het 4^e lid den volgende tekst in te voegen :

« Echter kunnen de muziekmeesters, met de officieren gelijkgesteld bij het afkondigen van deze wet, met de kapiteins gelijkgesteld worden na vijf en twintig jaren goeden dienst als muziekmeester en na ten minste één jaar gelijkstelling met de luitnants. »

Le projet de loi a été adopté par cinq voix et une abstention.

Le Rapporteur,

MAURICE PIRMEZ.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 MAART 1914.

Ontwerp van wet tot wijziging der wetten van 26 Juni 1899 en van 5 Juli 1909, waarbij het personeel der diensten van het beheer, van den geneeskundigen diensten van den dienst der paardenartsen wordt heringericht en nieuwe regels worden ingevoerd voor het bepalen, bij gelijkstelling, van de graden van muzikmeester en van inspecteur der muziekkorpsen van het leger ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PIRMEZ.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, waarover gij te beraadslagen hebt, strekt tot wijziging van de wet van 26 Juni 1899, waarbij de toestand van het personeel van den geneeskundigen dienst alsmede die van den dienst der paardenartsen wordt ingericht, en tot intrekking der wet van 5 Juli 1909, waarbij de samenstelling van bedoeld personeel opnieuw wordt bepaald.

Doch in het eerste artikel der wet van 26 Juni 1899 wordt ook geregeld de samenstelling van het personeel van sommige hulpdiensten, gelijkgesteld met de officieren.

Door de herinrichting des legers, nadat de nieuwe militiewet in werking was getreden, en de afkondiging der wet van 30 Augustus 1913 op de uitbreiding van het kader der officieren en de met dezen gelijkgestelden, is de samenstelling van het personeel aan officieren der bestuursdiensten en boekhouders van het artillerie-materieel, vervallen geraakt.

Desnoods ware er geene wet noodig om de nieuwe samenstelling van de kaders te bepalen, want de wet van 30 Augustus 1913 geeft nog slechts over het geheel het getal op, van de ambtenaren die gelijkstaan met den graad van officier.

(1) Wetsontwerp, nr 175.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Nerinx, voorzitter, du Bus de Warnaffe, Gielen, Mechelynck, Pirmez, Troolet en Van Cauwenbergh.

Doch de Regeering verkoos te baat te nemen de omstandigheid dat de wet van 28 Juni 1899 aan herziening was onderworpen, om bij de wet organieke cijfers vast te stellen, waarover zij het overigens van stonden aan eens is.

De herinrichting van het kader der officieren bij den gezondheidsdienst en bij den dienst der paardenartsen, welke inzonderheid door het wetsontwerp worden bedoeld, was sedert jaren verlangd. De openbare meening, de bladen van elke partij, vele leden van Kamer en Senaat hebben herhaaldelijk lucht gegeven aan den wensch, dat deze voor het bevelhebberschap onontbeerlijke medewerkers op den duur de voldoening zouden erlangen, waarop hunne langdurende studien en hunne diensten hun aanspraak gaven.

Te dien aanzien drukte de achtbare verslaggever van de Begroting van Oorlog voor 1898 zich uit in dezer voege :

« De geneeskundige dienst is voorwaar een van de belangrijkste hulpdiensten des legers. In alle militaire landen genieten de geneesheeren dezelfde voorrechten als de officieren en kunnen zij tot den hoogsten graad in des krijgsmans loopbaan geraken. In Duitschland worden zij beschouwd als strijders, bij uitsluiting van allen anderen hulpdienst. »

De verslaggever die zich in 1898 aldus uitdrukte, staat thans aan 't hoofd van het ministerie van Oorlog. Het verheugt dan ook de Middenafdeeling, dat de door hem, nu vijftien jaren geleden, uitgedrukte wenschen, thans wezenlijkheid worden.

De wet van 26 Juni 1899 bepaalde, in de verschillende graden en klassen van hun graad, de indeeling van geneesheeren en apothekers. Daaruit volgde, dat er eene wet noodig was om deze indeeling te wijzigen, hetzij om organieke redenen of wegens bevordering.

Dit bezwaar werd verholpen door de wet van 5 Juli 1909 : zij bepaalde de getalsterkte van geneesheeren en apothekers over 't geheel in twee groepen, naar den rang van hoofdofficier of lager officier, aan een koninklijk besluit overlatend dezen te verdeelen onder de verschillende graden. In 1912 bleek het nuttige van deze wet, doordien zij, alsdan, bij een eenvoudig koninklijk besluit, veroorloofde de gebrekkige bevordering in den gezondheidsdienst te verhelpen.

Het daardoor bekrachtigd beginsel blijft dus bestaan in de tegenwoordige wet. Nochtans zijn de opgegeven cijfers voor de hoofdofficiëren maximacijfers; deze bepaling wordt ingevoerd met het oog op de geregelde bevordering.

Het organiek cijfer der geneesheeren in tijd van vrede bedroeg 176, onder de wet van 1909. Bij koninklijk besluit van 11 November 1913, genomen ter uitvoering van de wet van 30 Augustus 1913, werd het gebracht tot op 243. Dit cijfer, noodig geworden door de verhooging van de getalsterkte des legers, wordt in het ontwerp gehandhaafd. De Regeering heeft deze aanzienlijke uitbreiding van het kader der geneesheeren te baat genomen voor de vermeerdering van het getal geneesheeren, gelijkgesteld met de opperofficiëren en de hoofdofficiëren. Met dit voorstel verwezenlijkt de Minister van Oorlog de wenschen van vele onzer medeleden. Niet alleen beantwoordt deze toeneming van het getal opperofficiëren en hoofdofficiëren aan een billijkheidsgevoel, ook verheft zij het aanzien en het

moreele gezag der geneesheeren en vermeerdert op middellijke wijze de kansen eener goede werving. Is het wel noodig te herinneren dat de kaders van den gezondheidsdienst op verre na niet voltallig zijn en er nu nog vijf en zeventig geneesheeren ontbreken?

Het cijfer van de geneesheeren, gelijkgesteld met de opperofficieren en met de hoofdofficieren, werd bepaald bij vergelijking met de daarmede overeenkomende graden der wapens en diensten, rekening gehouden met de volgende omstandigheden :

1° Uit hoofde van hunne hoogere studiën, van de gewichtige diensten die zij bewijzen en de hun opgelegde kosten, moeten de geneesheeren, zoowel als hunne wapenmakers, aanspraak kunnen maken op de hoogste graden ;

2° Het is billijk hun eene bevordering te verzekeren, gelijkstaande met die bij de wapens welke uitsluitend zijn samengesteld uit officieren met hooge wetenschappelijke opleiding ;

3° Zooals de Minister van Oorlog terecht doet opmerken in antwoord op eene door de Middenafdeeling gestelde vraag (zie verder tekst van vraag en antwoord), is het noodig, op 't oogenblik dat de zelfstandigheid van den gezondheidsdienst in de hospitalen staat verwezenlijkt te worden, den geneesheeren, bestuurders van deze gasthuizen, een graad te geven in verhouding tot het gewichtige van hun ambt en tot hunne verantwoordelijkheid; om dezelfde redenen is het noodig, dat de vakkundige raadsman van het korps-hoofd, in een zoo gewichtig pleit als de gezondheid der troepen, het gezag van ervaring en wetenschap bezit en bijgevolg den graad van hoofdofficer bekleedt, welken graad men eerst na ernstige proeven bereikt ;

4° Ten slotte, de inrichting van den gezondheidsdienst moet in tijd van vrede, wat het personeel betreft, strooken met de inrichting in oorlogstijd, opdat worde in acht genomen het beginsel dat alle diensthooften en over 't algemeen alle geneesheeren, bestemd om in oorlogstijd een eenigszins belangrijken post te bekleeden, krijgsgenoesheeren van beroep moeten zijn en dat hun rang in tijd van vrede moet overeenkomen met den rang die hun ambt in oorlogstijd zal vergen.

Deze bedenkingen, vooral van toepassing op de geneesheeren, gelden niet in dezelfde mate voor den artsendienst en dien van paardenartsen; de cijfers van hoofdofficieren, voor deze diensten voorgesteld, werden vooral opgemaakt met het inzicht om aan apothekers en paardenartsen eene behoorlijke bevordering te bezorgen, in verhouding tot de door hen gedane hoogere studiën. Het getal officieren bij den dienst der paardenartsen is betrekkelijk wat geringer dan dit der officieren van denzelfden rang bij den artsendienst; doch er valt aan te merken, dat de paardenartsen zijn verbonden aan bereden regimenten en daardoor, gedurende gansch hun dienstdtijd, de voordeelen genieten, welke deze toestand hun waarborgt.

In hare Memorie van Toelichting staat de Regeering het wetsontwerp niet alleen op een geval van billijkheid ten opzichte van het geneeskundig korps, maar ook op den wensch alle nuttige lichaamsverpleging aan de troepen te verzekeren. Met deze gevoelens stemt de Middenafdeeling in. Nu dat de getalsterkte des legers als 't ware verdubbeld is, zijn de verplichtingen van

de officieren van gezondheid ook merkelyk vermeerderd. En schenkt het onderhavig ontwerp het militaire geneeskundig korps billijke bevordering, dan is ook het land gerechtigd dit korps met strenge nauwgezetheid uit te lezen en te verwachten dat het blijk geve van eene toewijding waaraan overigens, ik voeg het er maar dadelijk bij, de geneesheer zich nooit onttrok.

Het koninklijk besluit van 26 September 1913 op de wijze van bevordering bij 't leger en het Verslag aan den Koning huldigen het beginsel van de geregelde bevordering der officieren bij al de wapens en schrijven daartoe regelen voor. Naar recht en rede diende dit beginsel te worden toegepast op den gezondheidsdienst en den dienst der paardenartsen, door 't regelen van de bevordering der geneesheeren, apothekers en paardenartsen. Dit wordt gezegd in artikel 5 van het wetsontwerp, waar het bepaalt dat de bevordering in deze diensten zal onderworpen zijn aan gelijksoortige regelen als die welke gelden voor de officieren bij de wapens. Deze regelen, te bepalen bij koninklijk besluit, moeten zooveel mogelijk laatstgemelde nabijkomen.

Ten einde de bevorderingsvoorwaarden gelijk te maken bij alle diensten en wapens, wordt door het ontwerp afgeschaft het bij de vroegere wetten vereischte examen om toegang te krijgen tot de graden van regiments-geneesheer 2° klasse, apotheker 1° klasse en regiments-paardenarts (gelijkgesteld met kapiteins-commandanten) en deze proef verschoven tot het oogenblik waarop de graad van majoor bereikbaar is. Zoodoende kunnen geneesheeren, apothekers en paardenartsen tot commandant worden bevorderd, zoodra zij de vereischte dienstjaren als officier hebben bereikt.

Ten slotte, houdt het ontwerp rekening met den duur der studiën van geneesheeren, apothekers en paardenartsen, en als vergoeding omdat de officieren bij den geneeskundigen dienst en bij den dienst der paardenartsen zoo laattijdig geraken tot den graad van officier, voorziet het ontwerp een toeslag van 4 dienstjaren voor de geneesheeren, van 3 jaren voor de apothekers en de paardenartsen, te beginnen van den datum waarop zij het diploma van voluitgedane studiën bekomen. Deze bepaling zal daarenboven dit gevolg hebben, dat de verloren tijd wordt ingewonnen door diegenen van deze officieren welke 2, 3, en zelfs 4 jaren hoefden te wachten op hunne benoeming als onderluitenant, nadat hunne studiën gansch waren afgeleopen.

Aan 't slot van artikel 5, 1° lid, is eene drukfeil ingeslopen : de woorden « artikel 3 » moeten worden vervangen door « artikel 5 ». Doch opdat geene verwarring mogelijk zij, stelt uwe Commissie voor, te schrijven : « artikel 5 der wet van 26 Juni 1899 ».

Indeeling van het cijfer van 245 geneesheeren.

20 regimenten infanterie met 3 geneesheeren	60
1 meer bij het 14° linie	1
20 groepen brigadeartillerie	20
6 regimenten divisie cavalerie met 2 geneesheeren.	12
6 — — — — — artillerie 3 —	18
1 meer bij de 6° legerdivisie.	1
6 bataljons divisie genie	6

cieren, wat voor een getalsterkte van nagenoeg 1,720 geneesheeren 24.3 t. h. vertegenwoordigt. (Voor Pruisen is het cijfer 1,720 nabijkomend : in de *Jahrbucher* voor 1911 telt men slechts 1,520 geneesheeren, doch, volgens de dagbladen, zouder er ongeveer 400 ontbreken).

*
* *

De wet van 9 Maart 1863 bepaalt op tien jaren den tijd dat de kapelmeesters bij het leger hun ambt moeten bekleeden om te worden gelijkgesteld met onderluitnants. Nadat zij als zoodanig nog tien jaren meer hebben gediend, kunnen zij worden gelijkgesteld met luitnants.

Het tijdvak van tien jaren, vereischt om kapelmeesters te kunnen gelijkstellen met onderluitnants, is overdreven en komt kwalijk overeen met het thans beoogde doel, met name alle graadbekleeders in het leger in staat te stellen, binnen een redelijk tijdsverloop een stand te verwerven, die past bij hunne verplichtingen en bij de levensbehoeften.

Daarom stelt de Regeering voor, dit tijdvak te verminderen tot zes jaren.

Bij koninklijk besluit van 11 Juni 1913, n^o 1093, is beslist dat de bezoldiging van de kapelmeesters, gelijkgesteld met officieren, bepaald zou worden volgens de regelen waarbij de rechten op bezoldiging voor de officieren des legers zijn vastgesteld.

Het koninklijk besluit van 3 Maart 1912, n^o 939, waarbij deze rechten op bezoldiging worden bepaald, luidt in zijn artikel 2 : « Na drie jaren goede diensten in zijn graad, wordt een onderluitenant bevorderd tot den graad van luitenant. »

Er valt op te merken dat de kapelmeesters onder de officieren en de met dezen gelijkgestellten de eenigen zijn, die niet de weldaad van deze bepaling genieten : het is niet meer dan rechtvaardig ze, nadat zij drie jaren gelijk stonden met onderluitnants, gelijk te stellen met luitnants.

Deze beginselen aangenomen zijnde, is het niet mogelijk de loopbaan van kapelmeester te beperken tot gelijkstelling met den graad van luitenant.

Anderdeels ware het billijk hun, op 't oogenblik dat zij het leger verlaten, een pensioen toe te kennen in betere verhouding tot de door hen bewezen diensten.

Deze twee laatste bedenkingen billijken het voorstel, de gelijkstelling met den graad van kapitein mogelijk te maken voor de kapelmeesters, en die met den graad van eersten kapitein voor de inspecteurs der muziekkorpsen.

Doch om de thans in dienst zijnde kapelmeesters, die lang bij de kavalerie hebben gediend als trompetter-majoor, in staat te stellen op te klimmen tot den graad van kapitein, stelt uwe Commissie u voor, de Regeering te machtigen, tot kapitein te benoemen hen die ten minste vijf en twintig jaren goede diensten in hun ambt deden.

*
* *

De Commissie heeft beslist, den Minister van Oorlog de onderstaande vraag toe te sturen :

Het koninklijk besluit van 26 September 1913 op de wijze van bevordering bij het leger en het verslag aan den Koning betreffende het beginsel van de regelmatige bevordering der officieren van elk wapen, bepalen daartoe regelen. Het schijnt rechtvaardig en billijk, dit beginsel insgelijks toe te passen op den gezondheidsdienst bij het leger, door regeling van de bevordering der geneesheeren, paardenartsen en apothekers, en namelijk door aan het kader van de paardenartsen en apothekers hetzelfde aantal hoofd-officiëren toe te staan als aan het kader der geneesheeren.

Bestaat er eene reden om aan de geneesheeren een grooter getal hoofd-officiëren toe te staan dan aan de paardenartsen en de apothekers?

Hierop gaf de Minister van Oorlog onderstaand antwoord :

Ja, want geneesheeren doen langere en lastiger studiën; hunne zending is van meer kieschen aard en hunne verantwoordelijkheid grooter; daarenboven kan men er moeilijk aanwerven.

Het getal hoofdofficiëren werd voor de geneesheeren berekend op zoodanige wijze dat er aan 't hoofd van elk hospitaal een geneesheer sta met den graad van kolonel of luitenant-kolonel en in elk korps een geneesheer diensthoofd met den rang van majoor zij.

Nu de zelfstandigheid van den gezondheidsdienst in de hospitalen gaat verwezenlijkt worden, behoort men de geneesheeren, bestuurders van deze instellingen, een graad te geven, die beantwoordt aan de gewichtigheid van hun ambt en aan den omvang van hunne verantwoordelijkheid.

In denzelfden zin is het noodig dat de vakkundige raadsman van het korpshef, op een zoo ernstig gebied als de gezondheid der soldaten, bekleed zij met het gezag der ervaring en wetenschap, iets wat men slechts verwerft na ernstige proeven.

Deze redenen bestaan niet in dezelfde mate voor den artsenij- en den paardenartsdienst; het, voor deze diensten, voorgesteld getal hoofdofficiëren werd vooral vastgesteld om apothekers en paardenartsen redelijk te kunnen bevorderen, in verhouding tot de door hen gedane hoogere studiën.

Artikel 5 van het wetsontwerp bepaalt, dat voor deze drie soorten van officieren de regelen van bevordering gelijkstaan met die, welke van toepassing zijn op de officieren bij de wapens. Zooveel mogelijk komen zij deze nabij.

De Commissie heeft beslist deze twee amendementen voor te stellen :

ARTIKEL 3.

In het 13^e lid van dit artikel komt eene drukfout voor. In plaats van :

Nul ne peut être vétérinaire principal de 2^e classe, s'il n'a servi au moins quatre ans dans les grades de vétérinaire de 2^e classe et de vétérinaire de régiment, et s'il n'a satisfait à un examen dont le program-

Niemand kan paardenarts principal der 2^e klasse zijn, indien hij niet ten minste vier jaar in de graden van paardenarts der 2^e klasse en van regimentspaardenarts gediend heeft, en indien hij niet vol-

me est arrêté par le Ministre de la guerre.

Il faut lire :

« Nul ne peut être vétérinaire » principal de 2^e classe, s'il n'a servi » au moins quatre ans dans les » grades de vétérinaire de 1^e classe » et de vétérinaire de régiment, et » s'il n'a satisfait à un examen dont » le programme est arrêté par le » Ministre de la guerre. »

ARTICLE 5.

Remplacer dans l'article 5, 1^{er} alinéa, *in fine*, les mots : « à l'article 3 », par les mots : « à l'article 5 de la loi du 26 juin 1899 ».

ARTICLE 6.

A l'article 6, intercaler entre les alinéas 3 et 4 le texte suivant :

« Toutefois, les chefs de musique, assimilés aux officiers au moment de la promulgation de la présente loi, peuvent être assimilés aux capitaines après vingt-cinq années de bons services dans l'emploi de chef de musique, et après avoir été assimilés aux lieutenants pendant au moins un an. »

daan heeft aan een examen waarvan het programma door den Minister van Oorlog vastgesteld wordt.

Te lezen :

« Niemand kan paardenarts principaal der 2^e klasse zijn, indien » hij niet ten minste vier jaar in de » graden van paardenarts der » 1^e klasse en van regimentspaardenarts gediend heeft, en indien » hij niet voldaan heeft aan een » examen waarvan het programma » door den Minister van Oorlog » vastgesteld wordt. »

ARTIKEL 5.

Aan het slot van het 1^{ste} lid van dit artikel, de woorden : « bij artikel 3 » te vervangen door de woorden : « bij artikel 5 der wet van 26 Juni 1899 ».

ARTIKEL 6.

Tusschen het 3^e en het 4^e lid den volgende tekst in te voegen :

« Echter kunnen de muzikmeesters, met de officieren gelijkgesteld bij het afkondigen van deze wet, met de kapiteins gelijkgesteld worden na vijf en twintig jaren goeden dienst als muzikmeester en na ten minste één jaar gelijkstelling met de luitnants. »

Het wetsontwerp wordt goedgekeurd met vijf stemmen en eene onthouding.

De Verslaggever,
MAURICE PIRMEZ.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

